



LE 15 NOVEMBRE *EXIGEONS TOUS* L'ARRÊT DE LA CASSE DE LA DGFIP !

- Une fois encore, au nom de l'exemplarité, la DGFIP supportera en 2017, **57,42 % des suppressions d'emplois** de la Fonction Publique d'Etat, alors qu'elle ne représente plus que **5,40 % des effectifs** de cette même Fonction Publique d'Etat.
A la DDFiP des Pyrénées-Atlantiques, nous subirons **14 nouvelles suppressions d'emplois** (dont 10 en catégorie C), alors qu'il y a actuellement **28 emplois vacants** dans notre département !
Comme toujours, les **conditions de travail** des agents des Finances Publiques s'en trouvent davantage **dégradées** pendant que des **missions** sont **abandonnées** en catimini voire **privatisées** comme dans le cadre du Prélèvement à la Source.
- Pour faire face, la DGFIP est entrée dans une **spirale infernale de fermetures** de postes et de services au mépris des besoins réels des contribuables et usagers. Elle veut accréditer l'idée que le regroupement des services améliorera les conditions de travail, mais c'est un leurre. Au contraire, il sera ainsi plus facile encore de **continuer à supprimer des emplois**.
A la DDFiP des Pyrénées-Atlantiques, plusieurs restructurations, créations, fusions, réorganisations, expérimentations et modifications (en gestation ou déjà actées) ont comme point commun **la disparition programmée du Service Public**, comme par exemple :
- Le regroupement de certaines Trésoreries (Thèze/Garlin/Arzacq, Salies/Sauveterre/Navarrenx, Saint-Jean-Pied-de-Port/Saint-Etienne-de-Baigorry, Cambo/Ustaritz) ;
 - La création des SPF-Enregistrement ;
 - La régionalisation du Contrôle Fiscal ;
 - La fusion de secteurs d'assiette, voire de SIP et de SIE ;
 - La réorganisation de la mission de contrôle de la contribution audiovisuelle ;
 - L'expérimentation de travail à distance entre les SIE d'Orthez et d'Oloron avec pour objectif, comme le demande la direction générale, le maintien à terme d'un seul SIE par département ;
 - Et pour couronner le tout, et dans le but de désintoxiquer l'utilisateur de l'accueil (dixit Bruno Parent), des jours entiers de fermeture au public et, maintenant, la mise en place de l'accueil personnalisé sur rendez-vous.
- Les budgets de fonctionnement diminuent d'année en année : dans les Pyrénées-Atlantiques, il manque d'ores et déjà 500 000 € pour finir l'année. De fait, la dernière mesure en date prise par la direction locale pour faire des économies est de supprimer l'envoi du courrier un jour par semaine.
Si cela réduit le poste affranchissement de 15 000 € par an comme annoncé par l'administration locale, combien cela fera-t-il perdre au budget de l'Etat ?

Et pendant ce temps là,

- Nos **carrières** sont de moins en **moins attractives** et notre **rémunération** n'est **plus à hauteur** ni des efforts demandés ni de la technicité requise, notre **pouvoir d'achat diminuant** inexorablement du fait que le **point d'indice a été gelé pendant 6 ans** et que nous supportons l'augmentation de la retenue pension civile et la suppression de l'indemnité compensatrice ;
- Nos **droits et garanties**, relevant du Statut Général et de nos statuts particuliers, sont **remis en cause** par le protocole PPCR qui entérine l'allongement des carrières, l'encadrement des rémunérations et la mobilité forcée ;
- Les quelques dispositions des **règles de gestion** qui nous étaient les plus favorables sont **remises en cause sans discussion ni contrepartie** par le directeur général.

Des actions de grève à la DGFIP, avec blocage de sites et piquets de grève, ont eu lieu, ont lieu et auront lieu dans plusieurs départements (Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Charente-Maritime, Haute Corse, Finistère, Gard, Haute Garonne, Hérault, Ile et Vilaine, Lot, Nord, Pyrénées-Orientales, Rhône, Vaucluse, etc...).

Là où des actions ont été engagées contre les restructurations, les ministres ont tenu compte des réactions et n'ont pas validé toutes les propositions des directions locales. **L'action et la détermination paient.**

C'est pourquoi, l'intersyndicale CGT Finances Publiques 64, FO-DGFIP 64 et Solidaires Finances Publiques 64 invitent tous les personnels à se mettre en grève et à participer aux rassemblements organisés :

<p>LE MARDI 15 NOVEMBRE 2016 à 8h30 à PAU, rue d'Orléans à Bayonne, rue Vauban</p>

LE 15 NOVEMBRE, EXIGEONS :

- › **L'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations et fermetures de sites ;**
- › **Des moyens à la hauteur des enjeux d'un service public de qualité ;**
 - › **La reconnaissance financière de nos qualifications ;**
 - › **Le maintien des statuts particuliers.**

FAISONS DU 15 NOVEMBRE
UNE JOURNÉE DGFIP MORTE